

Thucydide ou Polybe?

Quand la France est-elle née ? A-t-elle été baptisée par l'eau de Reims ou par la poudre de Valmy ? Peut-on assigner une date à la naissance d'une nation ? Après le bicentenaire de la Révolution française, la République a choisi de fêter le 1500^e anniversaire du baptême de Clovis, accordant à cet événement un statut fondateur. Elle s'est toutefois révélée incapable d'expliquer aux Français les raisons de cette décision. Le débat a été monopolisé par les extrémistes des deux bords, intégristes contre laïcs. Les historiens, écartelés entre l'exigence de mémoire, la production de savoir et les pratiques de pouvoir n'ont pas apporté l'information minimale qui aurait évité anachronismes et confusions.

Pour les professionnels du « patriotisme », une commémoration est toujours une aubaine : les éditeurs publient plus facilement des livres ; les collectivités territoriales financent des expositions ; les universités organisent des colloques... En 1996, les travaux d'historiens inconnus du grand public ont été reconnus. La restauration de la cathédrale de Reims a permis aux archéologues de découvrir un baptistère du V^e siècle. Les conservateurs de musées et de bibliothèques ont présenté le monde mérovingien ou la destinée littéraire et artistique du roi Clovis au fil des siècles.

Toutefois, à l'exception des écrits, les Français qui n'habitent pas Reims n'auront pas su grand-chose du contenu de ces manifestations. Au plan national, les raisons de la commémoration officielle sont restées inaudibles, remplacées par des disputes sur son bien-fondé. En 1987, le millénaire d'Hugues Capet avait remporté un franc succès, et personne ne s'était indigné de la présence du Président de la République à la Messe du couronnement d'Amiens. La célébration du baptême de Clovis a été entièrement déléguée à l'Église catholique, et le Président de la République n'y a pas assisté.

Cette polémique était-elle justifiée ? Quelques jours avant la date anniversaire, un sondage montrait que, pour 56 pour cent des Français, l'opposition des traditions catholique et laïque est définitivement dépassée. Fort de cet enseignement, Jacques Chirac, à Tours, saluait le Pape au nom de « la France républicaine et laïque, [...] respectueuse des croyances et des convictions de chacun ». Au soir du 22 septembre, le Pape souhaitait au Premier Ministre une France « accueillante [qui] contribue à faire progresser sans cesse les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité. »

C'est un désaveu du Front National, qui imprime l'effigie du roi franc sur ses cartes d'adhésion et proclame que seule une

« résistance nationale et chrétienne » nous sauvera d'une « subversion religieuse, culturelle et morale [qui] a progressivement déchristianisé le pays, déformé l'Histoire, occulté sa mémoire, annihilé ses défenses immunitaires » (*Le Monde*, 18-19 février 1996). C'est aussi une disqualification des manifestants qui scandaient « Liberté, égalité, fraternité, laïcité », et proclamaient que « la République, c'est Valmy. La France, c'est Vercingétorix et non Clovis » (*Le Monde*, 24 septembre 1996).

La république née à Valmy fut en effet éphémère : la République n'est le régime politique normal du pays que depuis 1870. À cette époque, les historiens se donnèrent pour mission de réconcilier la démocratie avec son passé. Après Jules Michelet, Ernest Lavisse et l'école laïque assignèrent « à l'enseignement historique le glorieux devoir de faire aimer et comprendre la patrie, nos ancêtres gaulois, Charles Martel à Poitiers, Roland à Roncevaux... et Clovis à Vouillé. »

Ce mythe d'une Nation intemporelle et éternelle est aujourd'hui dénoncé par les historiens. Dans leur grande majorité, ils s'accordent sur cette définition minimale : l'histoire produit des connaissances sur le passé.

Les historiens nommés au « Comité pour la commémoration des origines : de la Gaule à la France » n'ont pas replacé l'événement dans son contexte. Pierre Chaunu, Georges Duby, Jean Favier, Michel Fleury, François Furet, Jacques Le Goff, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Miquel et Pierre Nora n'ont pas de compétence spécifique pour parler du monde franc. Aucun n'est intervenu dans le débat public, et le discours politiquement correct de Marceau Long, président du comité, ne pouvait apaiser la querelle.

Les Grecs de l'Antiquité disputaient déjà à ce propos : faut-il préférer Thucydide, qui veut dire les choses telles qu'elles furent, ou Polybe, qui prétend donner des leçons aux hommes ? Comment concilier la mémoire et l'histoire quand les meilleurs des historiens – ou ceux proclamés tels – n'hésitent pas à peupler « ces espaces froids, solennels, où sont parqués les anciens, rangés, embaumés dans les honneurs où, surchargés de plumets, de glaives, de rosettes, ils font de la figuration dans les liturgies du pouvoir intellectuel », comme l'a écrit G. Duby ?

Armelles BONIS, Paris

Médecine et science

Emporté par son désir de mettre en évidence le danger d'occidentaliser et de contemporaniser la pensée et la pratique médicales de l'antiquité égyptienne, Thierry Bardinet, pour démythifier la médecine égyptienne, mythifie la médecine

contemporaine en la confondant avec la science (voir *Les papyrus médicaux de l'Égypte ancienne*, Pour la Science, août 1996). La médecine n'est pas et ne sera jamais une science : il faut, en tout cas, nous le souhaiter... Rien, en effet, ne serait plus périlleux que de se faire soigner par un scientifique mû par les logiques de la science, qui n'ont rien de commun avec le « d'abord, ne pas nuire, et soulager, quand bien même je ne saurais pas quoi », qui cadre étroitement l'acte médical !

Ce que T. Bardinet écrit si justement du discours officiel de la médecine égyptienne est applicable à l'état actuel de la médecine : les manuels contenant le discours officiel de la médecine ne donnent qu'une idée floue des pratiques effectives des médecins. Les manuels de pathologie ou de sémiologie contemporains ne contiennent pas la moindre explication « scientifique » des maladies, dans 80 pour cent des cas environ (ce chiffre provient d'une analyse, que j'ai faite en 1994, de quatre manuels parmi les plus connus). Ces manuels n'ont pas pour objet de donner une explication scientifique des maladies, mais d'aider les médecins à soigner leurs patients : deux objectifs très différents.

Jean-Paul GAILLARD, Besançon

Réponse de Thierry Bardinet

Les problèmes que vous soulevez intéressent particulièrement les historiens de la médecine. Dans cet article, je ne pense pas confondre la médecine contemporaine avec la science. La médecine est, par définition, un art, une technique : son objectif est de guérir, non de donner une explication scientifique des maladies.

Ses rapports avec les sciences sont toutefois étroits. Les connaissances scientifiques disponibles ne suffisent pas à l'action du médecin, mais celui-ci s'appuie sur des données scientifiques. Croyez-vous que le médecin travaille en aveugle, sans réunir la théorie et la pratique ?

Il existe une différence entre les manuels de pratique clinique et les traités de pathologie. Ces derniers sont scientifiques et cherchent notamment à expliquer les maladies. L'évaluation des succès de la démarche scientifique est une autre affaire, mais quel que soit le taux d'explication scientifique que l'on atteindra dans le domaine médical, la médecine restera toujours une application pratique des connaissances scientifiques.

On est donc éloigné du faux problème du « discours officiel de la médecine » et de ses « pratiques effectives ». Conséquence heureuse, on ne risque pas de voir le scientifique remplacer le médecin, pas plus que le mathématicien ne remplacera l'ingénieur qui utilise ses formules mathématiques.